



## La peur de penser l'Europe

Joanna Nowicki

### 1. Introduction

Nous avons vu mentir, avilir, tuer, déporter, torturer, et à chaque fois il n'était pas possible de persuader ceux qui le faisaient de ne pas le faire, parce qu'ils étaient sûrs d'eux, et parce qu'on ne persuade pas une abstraction, c'est-à-dire le représentant d'une idéologie.

Le long dialogue des hommes vient de s'arrêter. Et, bien entendu, un homme qu'on ne peut pas persuader est un homme qui fait peur. C'est ainsi qu'à côté des gens qui ne parlaient pas parce qu'ils le jugeaient inutile, s'étalait et s'étale toujours une immense conspiration du silence, acceptée par ceux qui tremblent et qui se donnent de bonnes raisons pour se cacher à eux-mêmes ce tremblement, et suscitée par ceux qui ont intérêt à le faire. (...) Je disais bien que la peur est une technique.

Entre la peur très générale d'une guerre, que tout le monde prépare et la peur toute particulière des idéologies meurtrières, il est donc bien vrai que nous vivons dans la terreur. Nous vivons dans la terreur parce que la persuasion n'est plus possible, parce que l'homme a été livré tout entier à l'histoire et qu'il ne peut plus se tourner vers cette part de lui-même, aussi vraie que la part historique, et qu'il retrouve devant la beauté du monde et des visages; parce que nous vivons dans le monde de l'abstraction, celui des bureaux et des machines, des idées absolues et du messianisme sans nuances. Nous étouffons parmi les gens qui croient avoir absolument raison, que ce soit dans leurs machines ou dans leurs idées. Et pour tous ceux qui ne peuvent vivre que dans le dialogue et dans l'amitié des hommes, ce silence est la fin du monde.

Pour sortir de cette terreur, il faudrait pouvoir réfléchir et agir suivant la réflexion. Mais la terreur, justement, n'est pas un climat favorable à la réflexion. Je suis d'avis, cependant, au lieu de blâmer cette peur, de la considérer comme l'un des premiers éléments de la situation, et d'essayer d'y remédier. Il n'est rien de plus important. Car cela concerne le sort d'un grand nombre d'Européens qui, rassasiés de violences et de mensonges, déçus dans leurs plus grands espoirs, répugnant à l'idée de tuer leurs semblables, fût-ce pour les convaincre, répugnent également à l'idée d'être convaincus de la même manière. (Albert Camus, *Le siècle de la peur*).

L'actualité des propos d'Albert Camus, qui datent de 1948, est troublante. Philippe Breton suggère que notre siècle est un siècle non pas de la fin des propagandes mais au contraire une époque des grandes manipulations (Breton

1997). Nous observons en Europe aujourd'hui le retour des peurs anciennes et au lieu d'en débattre nous retombons trop souvent dans un silence par manque de confiance dans les autres ou à cause de l'omniprésence de l'idéologisation des échanges. Telle est la thèse que ce texte soutiendra.

## 2. Peur du spirituel

« (...) l'homme a été livré tout entier à l'histoire et qu'il ne peut plus se tourner vers cette part de lui-même, aussi vraie que la part historique, et qu'il retrouve devant la beauté du monde et des visages ».

Le texte de l'historien polonais Marcin Krol, *Europa w obliczu konca (L'Europe face à sa fin)*, qui a eu un fort retentissement médiatique en 2012 dans son pays, commence par le même constat que l'observation de Camus (Krol 2012). L'auteur y propose une analyse de cette fin de l'Europe (à la fois institutionnelle et en tant que civilisation influente) en quatre points de fracture que l'on peut tous associer aux peurs. Selon lui, la crise de l'eupéanité<sup>1</sup> vient d'abord du fait que les Européens oublient de penser le mystère de l'existence humaine et prennent la religion principalement comme une superstition contraire à la raison. Par conséquent, l'Église est devenue déconnectée des affaires du monde<sup>2</sup>. Nous avons en effet mis aux oubliettes le débat qui a animé en France les milieux avertis lors de la parution de l'essai de Adam Michnik (Michnik 1976) dans lequel il montrait que l'Église et la religion catholique pouvaient dialoguer avec les militants anti-totalitaires et qu'une convergence politique entre ces milieux s'est opérée dans son pays au nom de la défense des mêmes valeurs. Cette convergence lui paraissait possible à condition d'effectuer une certaine évolution de la pensée religieuse et si, par ailleurs, on parvenait à dépasser les préjugés communistes<sup>3</sup>. L'histoire a montré que les deux mécanismes dont parle Michnik ont bien fonctionné pour aboutir à la création du mouvement Solidarnosc et à l'abolition du régime communiste en Pologne de manière pacifique.

La suite des événements est plus complexe, comme on le sait. Ce qu'on appelle « l'Église ouverte » est devenue minoritaire en Pologne dominée par une église plus populaire aux relents nationalistes. Du coup, le débat porte non pas sur le dialogue entre les athées et les croyants, comme à l'époque de la guerre froide, mais sur la question de l'instrumentalisation de l'Église et de la religion par certains partis politiques. Ce qui m'intéresse ici dans les propos de Camus comme de Krol, c'est l'insistance sur la négligence dans le discours européen de l'aspect spirituel et non pas seulement matériel ou patrimonial de l'Europe.

---

<sup>1</sup> Terme davantage utilisé en Europe du centre-est qu'en France où on préfère parler de l'*identité européenne*, de la *conscience européenne* ou de la *culture/civilisation européenne*.

<sup>2</sup> Les entretiens réalisés par Dominique Wolton avec le Pape François sont à cet égard une intéressante ouverture (Pape François, Wolton 2017).

<sup>3</sup> Le philosophe-prêtre Jozef Tischner, aumônier de Solidarnosc pensait que « le communisme est une forme de 'préjugé' dans lequel se sont enlisés et s'enlisent des individus, par ailleurs de bonne volonté, dont la spécificité est d'être sensibles aux injustices sociales ». Le texte « Le communisme et ses opposants en Pologne » d'où vient cette formule a été publié dans Delsol, Mastowski (éds.) (1998).

Ce n'est pas nouveau. Tocqueville en parlait dans *La démocratie en Amérique* en observant le risque, dans une société de masse, de la disparition des valeurs fondamentales, telles que la vérité, le bien et la beauté. Avec la disparition des valeurs spirituelles, c'est toute la culture qui change, et notamment *cultura animi*, le perfectionnement de l'âme.

Ortega y Gasset, tout comme Paul Valéry ont mis en garde eux aussi contre cette négligence de la dimension spirituelle en Europe (après la mise à distance de l'Église) en constatant que paradoxalement cette liberté retrouvée ne rend pas l'Européen plus heureux car il fuit son autonomie et se met dans de nombreuses situations de servitude volontaire. Et c'est le ressentiment qui en résulte.

Une des questions fondamentales qui surgit à nouveau en Europe est la manifestation d'une affirmation identitaire exacerbée à laquelle nous sommes confrontés aujourd'hui dans plusieurs pays (Hongrie, Pologne, Espagne, France...) Elle résulte souvent de la peur de perdre son identité dans un monde que le sociologue Bauman qualifie de « liquide ».

### 3. Peur de perdre son identité

Ce constat rejoint le deuxième argument de Krol qui concerne la dialectique entre le sentiment national et les valeurs universelles. L'historien pense que l'État national et le sentiment national qui organisait la vie des Européens sont devenus incompatibles avec les valeurs universalistes, ce qui pose problème dans un monde de plus en plus globalisé. D'où l'émergence des nationalismes comme réaction à cette fracture ressentie comme insupportable. En effet, la peur de disparaître en tant que nation dans un monde ouvert s'est réveillée dans plusieurs pays européens. Peter Coulmas, dans son analyse fort intéressante du cosmopolitisme montre que le développement de ce sentiment d'ouverture aux autres n'a jamais été linéaire (Coulmas 1996). Dans l'histoire de l'Europe, il existe des périodes cosmopolites et d'autres que l'on peut appeler celles du repli sur soi. Il n'est pas impossible que nous assistions aujourd'hui à ce changement majeur d'atmosphère en Europe, de la période cosmopolite au retour vers un repli sur soi de plusieurs communautés (nationales, régionales, linguistiques). Après une période d'une certaine euphorie d'ouverture (de frontières, de mentalités etc.), nous sommes nombreux à faire des comparaisons pas très rassurantes avec l'atmosphère de l'entre-deux-guerres, en souhaitant avoir tort... Il est intéressant à cet égard de comparer le vocabulaire utilisé des deux côtés de l'ancien mur de Berlin sur l'Autre : en Europe du centre-est on parle plutôt du familier versus étranger tandis qu'en France, pays à ambition universaliste, on préfère parler du particulier et de l'universel<sup>4</sup>. Plusieurs raisons peuvent expliquer ce découpage différent dont je ne vais pas traiter dans ce texte. Ce qui m'intéresse en revanche, ce que même en France qui privilégiait jusqu'à présent dans sa réflexion politique les catégories de l'universel, c'est le

<sup>4</sup> Par exemple dans les travaux de la sociologue polonaise Antonina Kloskowska.

particulier qui est mis en avant actuellement<sup>5</sup>. Le débat, devenu fondamental pour l'Europe, sur l'accueil des réfugiés est sans aucun doute lié à cette question de l'Autre. À cet égard, on peut s'interroger ici sur la difficulté de débattre de l'identité nationale dans certains pays européens, dont la France.

Il me semble qu'une partie de la réponse à cette épineuse question se trouve justement dans le discours de l'Europe et sur l'Europe après 1945. Elle a choisi dans son discours après 1945 l'identité citoyenne avec, à la place du patriotisme d'antan jugé dangereux, le patriotisme constitutionnel défendu par Habermas et toute une école de pensée qui en découle.

J'ai développé cette comparaison dans ma contribution à l'ouvrage dirigé par Antoine Arjacovsky *Histoire de la conscience européenne* (Nowcki 2017), en montrant les limites de cette conception dominante en Europe dont on voit les manifestations aujourd'hui. En effet, le lien rationnel, froid tel que l'attachement au droit, aux institutions démocratiques, à la constitution, ne peut pas remplacer l'attachement aux paysages, aux mœurs, aux modes de vie, sans parler des valeurs spirituelles et culturelles, constitutifs de l'identité culturelle. Ils peuvent se compléter et non pas s'exclure. Or, dans une Europe ravagée par la guerre, effrayée par la Shoah (dont on a fait le pilier de la morale citoyenne) et depuis peu par le Goulag, le discours de la paix qui a été favorisé lors de la construction de l'Europe institutionnelle a volontairement mis de côté la question de l'identité culturelle ou nationale car ... elle faisait peur. Aujourd'hui, ce qui fait peur, c'est l'omniprésence des discours abstraits, ressentis comme loin de « la vraie vie », loin des sentiments d'appartenance authentiques<sup>6</sup>.

#### 4. Peur d'un monde devenu trop abstrait

Camus à nouveau : « (...) nous vivons dans le monde de l'abstraction, celui des bureaux et des machines, des idées absolues et du messianisme sans nuances. Nous étouffons parmi les gens qui croient avoir absolument raison, que ce soit dans leurs machines ou dans leurs idées ».

Dans ses *Essais politiques*, Vaclav Havel dénonçait précisément la bureaucratisation de son pays comme principale caractéristique de la prise de pouvoir par un régime non démocratique qu'il combattait. Il n'utilise pas le terme de « système totalitaire » mais « une dictature de la bureaucratie politique sur une société nivelée » (Havel 1989 : 68). Monde kafkaïen donc dans lequel la société est assimilée à un énorme bureau dans lequel le pouvoir impersonnel est exercé sur les individus totalement ignorés par l'État en tant que personnes. Les procédures remplacent la réflexion personnelle et la responsabilité individuelle

---

<sup>5</sup> Le nombre de publications sur l'identité française mise à mal ou difficile à conceptualiser, ou difficilement compatible avec la globalisation en témoigne, comme par exemple Finkelkraut (2015).

<sup>6</sup> Comme par exemple dans cette déclaration des néo-conservateurs européens intitulée: la vraie Europe. Cfr. <https://thetrueeurope.eu/>

pour les décisions prises ne peut pas être assumée. L'idéologie devient la Réalité décrite avec la novlangue dont l'usage devient le signe de la participation de chacun au système.

Une fois ce régime aboli, grâce aux personnes comme Havel, l'ancien dissident devenu président a continué à réfléchir sur ces mêmes questions, pas pour la Tchécoslovaquie mais pour l'Europe. Son constat était sans appel - il a aperçu les mêmes dangers en Europe occidentale en mettant en garde contre le kitch politique qu'est la novlangue contemporaine qui empêche de penser par soi-même :

La Nov-langue du monde actuel a-t-elle déjà si bien remplacé le langage humain naturel, au point que deux personnes ne peuvent plus se faire part même de l'expérience la plus simple ? (...). Il me semble que tous - que nous vivions à l'Ouest ou à l'Est - nous avons une tâche fondamentale à remplir, une tâche dont tout le reste découlerait. Cette tâche consiste à faire front à l'automatisme irrationnel du pouvoir anonyme, impersonnel et inhumain des idéologies, des systèmes, des appareils, des bureaucraties, des langues artificielles et des slogans politiques; à résister à chaque pas et partout, avec vigilance, prudence et attention, mais aussi avec un engagement total; à nous défendre des pressions complexes et aliénantes qu'exerce ce pouvoir - qu'elles prennent la forme de la communication, de la publicité, de la répression, de la technique ou d'un langage vidé de son sens (Havel : 243).

Un autre penseur de l'Autre Europe, Barbara Skarga, philosophe polonaise déportée au Goulag, met elle aussi en garde contre le discours abstrait, cette fois-ci sur le communisme. Dans un entretien intitulé « Mise en garde contre l'utopie » (Skarga 2015) elle constate que « les discours théoriques obscurcissent la réalité ». Elle fait davantage confiance aux textes littéraires, aux poèmes en citant par exemple Varlam Chalamov : « Ses courts récits ou tableaux dont la technique fait penser à des cadres de films; tous ces instantanés écrits avec un incroyable talent littéraire se passent de commentaires, ils suffisent à se faire une idée juste de ce qu'était Kolyma ».

Elle se retrouve dans le ton de ce discours qui rend compte de l'expérience limite, celle de la mort : « Nous savions que Kolyma signifiait la mort, et nous, encore loin de cette planète, avons encore une chance d'y échapper, une toute petite chance, mais une chance quand même » (Skarga 2015 : 236).

Et c'est là où Krol, pour revenir à son argumentation, trouve une autre source de ce qu'il appelle « la fin de l'Europe » - l'inattention, voire le rejet du tragique. Le philosophe constate que c'est le principe du plaisir qui est devenu l'ultime objectif de la vie humaine avec une vision utilitariste de l'existence. Pendant des siècles c'est la *Paideia*, la vie bonne qui organisait la vie des Européens avec tout ce qui cela implique dans la vie sociale et dans la vie morale. Cette confusion entre le bien-être et le bonheur, le plaisir qui ne supporte pas le sacrifice et l'effort et qui n'éduque pas à l'acceptation de la frustration et de la sublimation change les mentalités. La peur du tragique explique ces choix.

Skarga constate ce qui avait été le sort des rescapés des camps nazi - une sorte d'indifférence aux témoignages qui dérangent : « Je pense que les gens aujourd'hui sont moins intéressés par ce genre d'expériences personnelles, attachés qu'ils sont à une image abstraite de ' la vérité du communisme ' » (Skarga 2015 : 236).

Discours abstrait, discours éloigné des expériences concrètes, parfois il devient tout simplement un discours autoréférence, idéologique.

## 5. Idéologisation des échanges

Camus encore : « on ne persuade pas une abstraction, c'est-à-dire le représentant d'une idéologie ».

Marcin Krol voit l'émergence d'un regard idéologique en Europe dans le rapport qui a toujours été ambivalent entre la démocratie et le libéralisme. Cette problématique est devenue à son avis cruciale aujourd'hui. Il est convenu de penser que la démocratie défend la communauté tandis que le libéralisme défend la liberté individuelle. La tension entre ces deux aspirations fait que dans l'esprit de nombreux Européens le libéralisme est devenu l'ennemi de la démocratie. C'est la raison pour laquelle ils cherchent d'autres solutions que la démocratie libérale et se réfugient dans le populisme. Même les classiques de la pensée libérale comme Mill considèrerait une telle évolution comme scandaleuse car son libéralisme était un libéralisme de courage. Mill appelait à réaliser les plaisirs supérieurs dans lesquels il voyait la meilleure façon de parvenir à la liberté. Pour l'atteindre, il fallait accepter « les expériences de vie ». Aujourd'hui, la liberté est une liberté de masse, chacun fait ce qu'il veut dans les cadres de la loi et des mœurs. Le libéralisme est devenu un libéralisme utilitariste et individualiste, ce qui est dangereux.

En revanche, Krol considère que la libération de l'individu de la pression de l'opinion sociale est une victoire fantastique du libéralisme. Une nouvelle pression venant des nouvelles technologies lui semble moins grave. Au moment de la publication de son ouvrage, Marcin Krol pensait que l'Europe du centre-est pouvait être, comme l'avait bien dit T.G. Ash « un réservoir de l'espoir » pour l'UE. Face à ce qu'il considérait comme une proposition fondamentalement négative de la pensée post-moderne, il espérait une « révolution démocratique », ce qui est bien entendu dans sa vision autre chose que le rafistolage sous la forme de la démocratie délibérative. Ce penseur modérément conservateur qui avait traduit Robert Dahl, James Fishkin ou Giovanni Sartori a bien vu que la crise de la démocratie européenne demandait plus que de petites réformes. À son avis, l'Europe a besoin d'un libéralisme qui ne mette pas en question la solidarité et la justice et une démocratie qui ne sera pas une simple machine à compter mais qui va vers la construction d'une communauté. En résumé, un libéralisme de courage, autrement dit le renforcement du lien entre la démocratie et le libéralisme, ce qui demande une réforme à la fois de la politique et des institutions. Mais pour

cela il faut accepter un monde d'une démocratie qui accepte une élite, ce qui est le contraire du populisme... Oui, le mot « élite » est devenu une injure aujourd'hui face aux discours démagogiques de plus en plus présents.

Le populisme, nouvelle/ancienne donne européenne illustre que « la fin des idéologies » n'est pas survenue. Grégory Corroyer dans ses travaux montre à quel point c'est une vue d'esprit et analyse la place des discordes idéologiques dans le débat politique. Le chercheur montre justement que l'argumentation est mise à mal dans un contexte de faux dialogue où le discours de chacun est vu comme « étranger et impénétrable pour l'autre ». Il montre aussi que bien souvent nous n'assistons plus au débat où « il s'agit de rendre communicables les motifs du dissentiment. Nous sommes plus souvent confrontés au différend, où chacun veut faire valoir son idéolecte sans que l'entente soit recherchée » (Corroyer 2011).

Les analyses de Corroyer concernent principalement le débat politique sur l'Europe en France. L'historien britannique Norman Davies s'intéresse au même phénomène mais au niveau européen. Il a consacré un ouvrage à la question des perceptions Est/Ouest en Europe et a réfléchi sur les présupposés idéologiques présents dans la partie occidentale de l'Europe qui l'empêchent, à son avis, de prendre en considération à part entière l'Europe du centre-est comme partenaire du débat européen. Pour Davies le problème vient de la vision stéréotypée de l'Est, toujours présente dans les travaux de recherche sur l'Europe. Elle est renforcée par le sentiment de sa forte « altérité », exotique, à cause de la Guerre froide, mais cette idée est plus ancienne.

L'historien se pose la question des raisons d'un tel regard tendancieux sur l'histoire européenne. Il y a des habitudes de pensée et une certaine vision du monde qui, une fois ancrées dans la mentalité, changent difficilement. L'idée du gap entre l'Est et l'Ouest est ancienne et commence dès l'époque des Grecs et des Romains. Les « barbares » et les « civilisés » ont été remplacés par les chrétiens et les païens. À l'époque des Lumières, dominait le sentiment de supériorité de l'Occident sur l'Est. C'est alors que « les philosophes » ont forgé la notion de l'Europe de l'Est. Ce concept persiste jusqu'à aujourd'hui avec de nombreux stéréotypes. La construction européenne s'est faite dans la partie occidentale de l'Europe : la Guerre froide a éloigné les deux parties du continent. Au niveau de la production du savoir académique sur l'Europe, le discours savant a longtemps été dominé par la soviétologie. On a créé des départements de « langues slaves » ou « des langues O », menacés de domination par les études sur la Russie. Dans les années 80, notamment grâce au texte de Kundera « Un occident kidnappé » on a revalorisé dans le discours le terme d'Europe centrale (Kundera 1983, Garton Ash 1990). Mais le résultat de cette situation asymétrique continue à être sensible dans le discours sur l'Europe : on ignore l'Europe de l'Est dans les études sur l'Europe et les controverses historiques, intellectuelles, culturelles mériteraient un débat.

## 6. Peur de débattre des vraies controverses

On ne peut en effet qu'être frappé par ce silence déguisé en consensus qui domine aujourd'hui dans le débat européen. Le consensus est devenu la norme, les conflits visibles sont mal tolérés. Au lieu de renforcer la conscience européenne, cette posture augmente à mon sens les incommunications européennes (Nowicki, Radut-Gaghi, Rouet 2017).

Un bon exemple peut être l'attitude à l'égard de la Russie, qui constitue un des sujets majeurs de discorde dans le traitement des relations internationales entre les différentes parties de l'Europe. Le silence autour de la peur de la Russie - sujet européen mais pas vraiment traité en France - est frappant. L'accueil très réservé de l'ouvrage sur les réseaux de Poutine en France et de l'article de Françoise Thom lors des élections françaises peuvent en être des exemples parmi d'autres, tout comme l'annulation d'un débat programmé à Sciences po Paris sur le livre de David Satter (Satter 2016) sur la Russie de Poutine.

« La pensée captive » (Milosz 1988) contemporaine consisterait-elle non pas à avoir peur des conséquences d'une pensée non conforme à ce qui est convenu mais à ne pas s'autoriser la liberté réelle de penser (Dewitte 2007) ?

Il ne manque pas de spécialistes, tel Timothy Snyder - élu l'homme de l'année 2016 par le quotidien polonais *Gazeta Wyborcza* -, qui mettent en garde les Européens contre leur attitude à l'égard de l'Europe<sup>7</sup> :

Je ne souhaite pas aux Européens que la leçon soit trop sévère, mais la leçon viendra (...) Vous ne savez pas vous même ce que vous êtes en train de perdre.

C'est la politique de Poutine qui fait mal qui visiblement depuis trois ans considère l'Europe comme ennemi et veut la détruire. On le voit lors de la guerre en Ukraine, on le voit à travers le financement par Poutine des mouvements antieuropéens et les partis anti-européens, nationalistes et populistes. Poutine ne combat pas l'Ukraine en l'Ukraine, il combat l'Europe.

Ce genre de propos est rarement relayé dans un débat sur l'Europe en dehors des pays qui se sentent directement concernés par la politique de la Russie - les pays baltes, la Pologne, l'Ukraine par exemple.

Que faire dans un contexte difficile pour l'Europe face à ce débat inexistant ou biaisé par la peur ou plutôt les peurs difficilement communicables ?

## 7. Conclusion : que faire face à ces peurs ?

Camus à nouveau : « Au lieu de blâmer cette peur il faut essayer d'y remédier »

Si la thèse de nombreux penseurs européens cités ici, anciens comme Tocqueville, Ortega y Gasset, Valéry, Camus, Aron, Arendt, plus contemporains comme Havel, Skarga, Milosz, Dewitt, Camus, Snyder, Davies et tant d'autres qui

<sup>7</sup> « *Gazeta Wyborcza* » du 14-15 mai 2016, p. 15.



ont beaucoup réfléchi sur le lien entre la peur et le risque de perdre la liberté de pensée, est valable, on devrait davantage leur donner la parole dans un discours sur l'Europe et en Europe. Rompre le faux consensus dont on atteint les limites et accepter de vraies controverses qui peuvent être fécondes. Car s'il est vrai qu'on ne peut pas résoudre tous les conflits, on peut au moins les comprendre et en rendre compte. On peut combattre les mensonges, travailler dans le sens de la réconciliation, on peut avoir des versions opposées de l'histoire mais pas forcément inconciliables.

Il existe des lieux où le débat européen se produit, malgré les divergences qui persistent. L'entreprise d'Antoine Arjakovsky (Arjakovsky 2017) de proposer de réfléchir par regards croisés sur la conscience européenne commune en est une belle illustration.

Il faut le sortir du ghetto académique pour que les études européennes deviennent véritablement européennes. Pour y parvenir, certains plaident pour la revalorisation des liens entre l'histoire et la littérature (Davies 2007). Tels Norman Davies ou Pierre Nora qui pensent qu'un récit littéraire peut souvent rendre mieux compte de l'atmosphère d'une époque que les sciences sociales. Plusieurs ouvrages récents des auteurs venus de l'autre côté du mur en sont une belle illustration : par exemple l'œuvre de la bulgare Rouja Lazarova, celle du roumain Mattei Visniec ou cet ouvrage emblématique *Mon Europe*, écrit à quatre mains par un auteur polonais et ukrainien (Andrukhovych, Stasiuk 2004).

Certains textes universitaires sur la peur de l'Autre en Europe sonnent comme un avertissement. Je pense notamment à *Terres de sang, l'Europe entre Hitler et Staline* (Snyder 2012). Mais la controverse, toujours présente dans les débats sur l'Europe sur le bienfondé de la comparaison entre ces deux dictatures montre bien la difficulté d'un récit européen commun. Rares sont ceux qui, comme Snyder considèrent les crimes de Hitler et de Staline comme « les aspects différents du même phénomène ». L'historien en est persuadé et récidive avec un ouvrage qui se veut ouvertement un avertissement avec son sous-titre : « pourquoi l'Holocauste peut se répéter » (Snyder 2016).

Les ouvrages de cette nature font peur mais permettent en même temps de mieux réfléchir sur les moyens notamment intellectuels qui contribuent à mieux cerner les menaces.

La suggestion de Camus : « *pour sortir de cette terreur, il faudrait pouvoir réfléchir et agir suivant la réflexion* » montre que pour combattre la peur il faut avant tout oser penser avant d'agir et agir en tirant les conclusions de la réflexion, même lorsqu'elle est complexe, ou peut-être surtout lorsqu'elle ne se laisse pas trop simplifier. Plusieurs barrages existent par exemple l'interprétation de la Seconde Guerre mondiale<sup>8</sup>. L'attitude de l'Occident à son égard s'est cristallisée

<sup>8</sup> Norman Davies propose une analyse précise des présupposés qui peuvent être à l'origine des discours actuels sur l'Europe (Davies 2007).

juste après la fin de la guerre et n'a pas changé depuis. La base morale de l'éducation européenne était le procès de Nuremberg qui condamnait le fascisme. L'idéologie anti-fasciste à l'origine de la grande coalition 1941-1945 a dominé les manuels et la création artistique. Il a fallu attendre Soljenitsyne, Hannah Arendt et Robert Conquist (sur le Hlodomor) pour parler non pas d'un totalitarisme mais de deux totalitarismes et c'est seulement l'arrivée de Gorbatchev qui a permis de reconnaître publiquement le crime de Katyn, ce génocide longtemps occulté.

Nier l'Holocauste est un délit dans certains pays, nier l'existence des Goulag n'est pas considéré comme un problème. Norman Davies rappelle dans ces ouvrages sur l'Europe cette double vision qui persiste : Magadan portait une inscription : *Czerez trud domoj* - à travers l'effort, vers la maison. *Arbeit macht frei* est arrivé 20 ans après...

Il conclut son analyse en disant que tous ceux qui sont au courant d'Auschwitz et de Treblinka devraient être au courant de Kolyma et de Kuropaty.

La lecture de ces nombreux textes littéraires et académiques plus au moins anciens me laisse penser que la principale peur en Europe est peut-être la peur de penser la complexité de notre histoire récente, avec les incompréhensions, les incommunications et les vrais conflits de mémoire et de visions. Le philosophe Francis Jacques dans son ouvrage *Différence et subjectivité* a proposé une vision de l'identité qu'il décrit comme ce moment qu'il faut « épier chez soi lorsqu'on ose » (Jacques 1982). On peut le suivre en pensant que nous serons conscients d'être européens lorsque nous pourrions ressentir ce moment magique qui permet de se rendre compte qu'on est soi lorsqu'on se débarrasse de la peur et on ose, notamment penser par soi-même. Les grands textes sont ici primordiaux : l'écriture de Thomas Mann, les témoignages de Primo Lévi ou les avertissements de Théodore Adorno, tout comme les écrits de penseurs de l'Autre Europe qui ne sont pas encore très présents dans le canon européen en construction et qui mériteraient d'y entrer, car ils proposent un humanisme européen revisité.

## Bibliographie

- Andrukhovych Iuri Igorevitch, Stasiuk Andrzej (2004). *Mon Europe: essais*. Paris: éd. Noir sur Blanc.
- Arendt Hannah (2015). *La langue maternelle*. Paris: Eterotopia.
- Arjakovsky Antoine (2017). *Histoire de la conscience européenne*. Paris: éd. Salvator.
- Breton Philippe (1997). *La parole manipulée*. Paris: La Découverte/Essais.
- Camus Albert (1951). *L'homme révolté*. Paris: Gallimard.
- Corroyer Grégory (2011). "Les discordes idéologiques dans le débat politique". *Communication* [Online], vol. 28, n. 2, 2011, URL: <http://journals.openedition.org/communication/1692>; DOI: 10.4000/communication.1692
- Coulmas Peter (1996). *Les citoyens du monde, histoire du cosmopolitisme*. Paris: Éd. Albin Michel.
- Davies Norman (2007). *Europa, między Wschodem a Zachodem*. Cracovie: Znak.
- Delsol Chantal, Masłowski Michel (éds.) (1998). *Histoire des idées politiques de l'Europe centrale*. Paris: PUF.
- Dewitte Jacques (2007). *Le pouvoir de la langue et la liberté de l'esprit*. Paris: Michalon.
- Finkielkraut Alain (2013). *L'identité malheureuse*. Paris: Stock.
- Garton Ash Timothy (1990). *Pomimo i wbrew, Eseje o Europie Srodkowej*. Polonia: Londyn.
- Havel Vaclav (1989). *Les essais politiques*. Paris: Calmann Levy.
- Krol Marcin (2012). *Europa w obliczu konca*. Varsovie: éditions Czerwone i czarne.
- Kundera Milan (1983), "Un occident kidnappé ou la tragédie de l'Europe centrale", *Le Débat*, vol. 27, 3-23.
- Jacques Francis (1982). *Différence et subjectivité. Anthropologie d'un point de vue relationnel*. Paris: Aubier-Montaigne.
- Michnik Adam (1976). *L'Église, la gauche, le dialogue polonais*. Paris: Seuil.
- Milosz Czeslaw (1988). *La pensée captive*. Paris: Folio Essai.
- Nowcki Joanna (2017), "Les différences de réalités et de perceptions entre Européens de l'Est et de l'Ouest". In: Arjakovsky Antoine (éd.), *Histoire de la conscience européenne*. Paris: éd. Salvator, 233-258.
- Nowicki Joanna, Radut-Gaghi Luciana, Rouet Gilles (éds.) (2017). *Les incommunications européennes*. Hermès. La Revue, vol. 77.
- Pape François, Wolton Dominique (2017). *Politique et société. Un dialogue inédit*. Paris: Les Éditions de l'Observatoire.

Satter David (2016). *The Less You Know, The Better You Sleep: Russia's Road to Terror and Dictatorship under Yeltsin and Putin*. New Haven: Yale University Press.

Snyder Timothy (2012). *Terres de sang, l'Europe entre Hitler et Staline*. Paris: Gallimard.

Snyder Timothy (2016). *Terre noire. L'Holocauste et pourquoi il peut se répéter*. Paris: Gallimard.

Skarga Barbara (1984). *Une absurde cruauté, témoignage d'une femme au Goulag*. Paris: La table ronde.

Skarga Barbara (2015). "La mise en garde contre l'utopie. Entretien d'Isabelle Sariusz Skapska avec la professeure Barbara Skarga". *Revue Conférence*, vol. 40, 235-255.